



Monsieur le ministre,

Conseil Supérieur de l'Éducation

Jeudi 29 janvier 2026

Évaluations nationales, parcours en Y : Les résultats de nos enquêtes pour le privé sous contrat

Les évaluations nationales CP viennent de se dérouler au primaire. La Fep-CFDT, premier syndicat de l'enseignement privé sous contrat, a sondé les collègues et les résultats de l'enquête sont sans appel. Le dispositif est jugé chronophage pour 70,3 %, peu adapté, peu utile et générateur de pression pour 48,3 %. Plus de la moitié des répondant.es déclarent y consacrer plus de six heures de correction. 85 % jugent insuffisante la compensation prévue via le dispositif d'allègement APC et 93,8 % souhaite une compensation, notamment financière, pour le temps consacré.

Ces évaluations nationales, comme les injonctions des programmes, touchent essentiellement les collègues du primaire, mais exclusivement les mathématiques et le français, comme si les autres matières n'avaient aucune valeur.

Or toutes les disciplines ont leur utilité. C'est pourquoi la CFDT demande la réintroduction de l'heure de technologie perdue, puisque celles de 6^e avaient été ponctionnées pour créer des groupes qui à présent sont caducs. La CFDT rappelle que cette discipline est centrale pour les élèves s'orientant en Bac Pro.

Concernant le lycée professionnel, sa réforme mise en place à la rentrée 2023 a fait l'objet d'ajustements successifs dont les effets aggravent encore la situation, au lieu de l'améliorer. La Fep-CFDT s'y était pourtant de suite opposée, en dénonçant la surcharge de travail et la dégradation des conditions d'exercice. Faute de bilan, elle a consulté les collègues du privé. Sachez que la fin du « Parcours en Y » est largement sollicitée : 77,7 % des répondants demandent la suppression du dispositif et 20,5 % une réforme profonde. 74,4% jugent le dispositif inutile ou peu utile (dont 47.1% totalement inutile). 87,8% pointent une aggravation de l'absentéisme des élèves. 71,9% dénoncent l'impact sur leur emploi du temps. 68 % ont été convoqués pendant le parcours, accentuant leur charge de travail de fin d'année. Les collègues demandent donc des décisions rapides et claires. La Fep-CFDT souhaite que le comité de suivi de la voie professionnelle et ses groupes de travail en soient des leviers.

Ainsi, la Fep-CFDT demande que les collègues et les organisations syndicales soient entendus pour chaque réforme, afin que celles-ci puissent s'adapter aux réalités de terrain, dans l'intérêt du service public d'éducation, sans dégrader les conditions de travail des collègues.